

Crise post-électorale

A Paris, Jean Ping poursuit sa campagne



François de Labarre

Première rencontre entre Jean Ping et Jean-Luc Mélenchon au restaurant les « Éditeurs » à Saint-Germain-des-Prés, à Paris, vendredi 04 novembre 2016.

De passage à Paris, puis à Bruxelles, Jean Ping, qui se présente comme le « président du Gabon », enchaîne les réunions et prépare l'avenir.

« *Je ne suis pas ici pour rencontrer les*

hommes politiques qui ont une vision erronée »

Attablé dans un café parisien, celui que les proches appellent « Monsieur le président » adresse cette petite remarque acerbe à Manuel Valls. Le Premier ministre français, en marge d'un déplacement en Côte d'Ivoire, vient d'appeler les acteurs politiques gabonais au « dialogue ». Manière d'installer Ali Bongo Ondimba – dont aucun pays occidental n'a reconnu la victoire – dans le fauteuil présidentiel. La réplique cinglante des

A Bruxelles, Jean Ping a rencontré le député européen Jo Leinen.

opposants gabonais ne s'est pas fait attendre. « *Que Manuel Valls essaie donc de dialoguer avec Daesh* ». Plus mesuré, Jean Ping ne cite pas le nom de Valls, mais il n'en pense pas moins.

Il a eu d'autres bonnes surprises lors de ce déplacement parisien aux allures de campagne. Vendredi 04 novembre dernier, l'ancien ministre gabonais a déjeuné avec son premier soutien, Jean-Luc Mélenchon. Le leader de « la France insoumise » était le seul homme politique français présent à la manifestation du 03 septembre dernier au Trocadéro avec l'opposition gabonaise. « *On dit toujours que les hommes politiques aiment faire le buzz, mais j'aurais préféré ne pas être le seul à cette manifestation* », confie le député européen qui fait référence à l'embarras de la classe politique française sur la question gabonaise. « *Quelles que soient les opinions politiques de M. Ping, il faut accepter l'idée qu'au Gabon, ce sont les Gabonais qui décident* », tranche Mélenchon en sortant de sa rencontre avec Ping. « *Si vous venez à Libreville, vous serez accueilli par 100 000 personnes à l'aéroport* », lui a répondu le « président ».

Applaudi au Sénat et reçu par Claude Bartolone à l'Assemblée nationale

La veille de cette rencontre, Jean Ping a été invité à un colloque organisé au Sénat par l'ex-ministre Jean-Marie Bockel. Le patron de l'Union des démocrates et indépendants (Udi), Jean-

Christophe Lagarde y a prononcé un discours vibrant réclamant le départ d'Ali Bongo et appelant le président Hollande à reconnaître la victoire de Jean Ping. Certains baissent la tête, d'autres, comme le sénateur Yves Pozzo di Borgo, tentent de déminer ce qui ressemble à une attaque en règle contre le régime gabonais.

A la tribune, l'ancien ministre de la Justice d'Ali Bongo prend la parole. Séraphin Moundounga a rejoint l'opposition après avoir fui le Gabon à bord d'un ULM. Il est là pour témoigner du fiasco électoral auquel il a assisté et fustige « *l'escroquerie démocratique d'Ali Bongo* ». Il se fait chaudement applaudir par un public composé d'anciens ministres, de ministres en exercice (André Vallini, Jean-Vincent Placé), de diplomates et d'élus de tous bords. Au Parti socialiste (PS), Ping a été reçu par Arnaud Montebourg, puis par le député Olivier Faure. Mais ce n'est pas tout. Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone et la présidente de la commission des Affaires étrangères, Elisabeth Guigou, ont reçu avant-hier, mardi 08 novembre, le leader gabonais. Une belle surprise après une escale à Bruxelles où il a pu rencontrer le député allemand Jo Leinen (SPD).

Le mauvais traitement réservé par Ali Bongo à la mission d'observation de l'Union européenne a évidemment déplu aux autorités de Bruxelles. Elus et hauts fonctionnaires européens y attendent le rapport final de la mission d'observation dirigée par la députée bulgare Mariya Gabriel. Son contenu déterminera la future ligne de conduite de l'institution européenne.

Parallèlement, l'équipe des avocats de

Jean Ping, menée par Me Emmanuel Altit et Me Jennifer Naouri, est sur le point de compléter le dossier d'accusation constitué d'une centaine d'attestations et d'autant de témoignages transmis à la Cour pénale internationale (CPI).

Le 28 janvier 2016 à La Haye, l'avocat spécialiste de droit pénal international Emmanuel Altit était avec avec Fatou Bensouda, la procureure générale

« *Le 31 août 2016, des attaques contre les populations civiles non armées ont causé des dizaines de morts au Gabon* », souligne Me Altit, qui veut poursuivre le régime gabonais pour crime contre l'humanité. Ce dernier espère que la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, conduise un examen préliminaire qui permettra, le cas échéant, l'ouverture d'une enquête judiciaire. Le rapport devrait être remis à la magistrate au moment où sera publié le rapport définitif de la mission d'observation de l'Union européenne.

Pour Ping, la voie judiciaire reste la meilleure solution pour sortir le Gabon de la crise. Un Gabon qui, dit-il, pourrait à nouveau sombrer dans la violence. L'opposant gabonais a pu se rendre compte, à Paris, à quel point la question gabonaise divise la classe politique et qu'il peut y compter des soutiens de choix. Manque celui de François Hollande. « *Il sait que je suis le président élu de la République gabonaise. Lui, qui a axé toute sa vie sur la démocratie et le respect des droits de l'Homme, devrait se prononcer clairement pour soutenir la volonté populaire du peuple gabonais* ».

(In Paris Match)